



Independent observer  
of the Global Fund

## Le président Biden s'engage pour la septième reconstitution du Fonds Mondial

Le Fonds Mondial a accueilli avec enthousiasme la demande du président Joe Biden au Congrès des États-Unis d'un engagement de 2 milliards de dollars pour le Fonds Mondial pour l'année fiscale 2023, la première année du cycle de financement 2023-2025 du Fonds Mondial. Le budget du président Biden pour l'exercice 2023 comprend "... une contribution de 2 milliards de dollars pour la septième reconstitution des ressources du Fonds Mondial, pour un engagement prévu de 6 milliards de dollars sur trois ans...". La Maison-Blanche note que les États-Unis "s'aligneront sur 1 dollar pour chaque 2 dollars versés par les autres donateurs".

Ce point est très important à l'approche de la septième conférence de reconstitution des ressources, qui aura lieu en octobre prochain. Comme nous l'expliquions dans un précédent [article](#), le Global Fund Advocacy Network (GFAN) considère que la reconstitution de 18 milliards de dollars est insuffisante pour faire face à la tâche à venir. Le GFAN a estimé que 28 milliards de dollars, dont 4,5 milliards de dollars pour les réponses communautaires, constituent le minimum dont le Fonds Mondial aura besoin au cours des trois prochaines années. Même ainsi, obtenir des promesses de dons pour un total de 18 milliards de dollars sera un défi. Il s'agira de la plus importante augmentation de la reconstitution des ressources à ce jour. Voici les montants annoncés lors des précédentes conférences de reconstitution des ressources :

En dollars US

|    |              |                 |                |
|----|--------------|-----------------|----------------|
| 6è | Octobre 2019 | 14,029 millions | 4,680 millions |
|----|--------------|-----------------|----------------|

|                |                |                 |                |
|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| 5 <sup>e</sup> | Decembre 2016  | 12,906 millions | 4,300 millions |
| 4 <sup>e</sup> | Decembre 2013  | 12,007 millions | 4,002 millions |
| 3 <sup>e</sup> | Octobre 2010   | 11,692 millions | 4,000 millions |
| 2 <sup>e</sup> | Septembre 2007 | 9,700 millions  |                |

Demander 30 % de plus aux bailleurs (y compris aux pays) à un moment où beaucoup d'entre eux ont du mal à financer leurs propres systèmes de santé est une tâche ardue. Certains – comme le Royaume-Uni – envisagent même de réduire leur aide, et non de l'augmenter. En s'engageant à verser un tiers des 18 milliards de dollars demandés par le Fonds Mondial, le président Biden a donc donné un bon exemple aux autres pays.

La situation actuelle est très différente de celle qui prévalait au moment de la sixième reconstitution des ressources. À l'époque, les économies étaient en pleine croissance. On était optimiste quant au fait que les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure allaient mobiliser davantage de ressources nationales pour la santé. Et il y avait l'espoir d'atteindre les Objectifs de développement durable 2030 et d'éradiquer le VIH, la tuberculose et le paludisme. Malgré cela, le président français Emmanuel Macron a de nouveau appelé les bailleurs dans un discours à atteindre l'objectif de reconstitution des ressources.

La faiblesse des systèmes de santé a été mise en évidence par la pandémie de COVID-19, qui continue de se propager dans le monde entier. Les économies se sont repliées et de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur auront du mal à remettre leur croissance sur les rails. De plus en plus de personnes se trouvent sous le seuil de pauvreté et sont incapables de payer les soins et les médicaments, tandis que les gouvernements, accablés par une dette croissante, auront du mal à maintenir le niveau de leurs dépenses de santé. Comme si cela ne suffisait pas, la guerre en Ukraine entraîne déjà une réduction significative de la quantité de blé disponible, ce qui signifie une hausse des prix. Comment les gouvernements des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur pourront-ils payer plus pour importer les produits alimentaires nécessaires à l'alimentation de leur population ? Il est évident que ces pays ont aujourd'hui besoin d'une aide plus importante et qu'il faut accroître les investissements dans le domaine de la santé pour améliorer leurs systèmes de santé et maintenir les programmes de santé sur la bonne voie, contribuant ainsi à la croissance économique.

Si la guerre en Ukraine se poursuit et s'intensifie, de nombreux donateurs, réagissant aux besoins que cela pourrait engendrer, pourraient être moins disposés ou aptes à fournir des fonds à l'appui de la septième reconstitution. Les perspectives ne sont pas prometteuses : l'intensification des conflits, la poursuite de la pandémie de COVID et l'augmentation des prix des denrées alimentaires, de la pauvreté et de la faim dans le monde.

C'est pourquoi la demande du président Biden au Congrès est si importante. Elle constitue un exemple pour les autres bailleurs. Ceux-ci doivent prendre les devants et ne pas s'abstenir s'ils veulent voir un monde en meilleure santé et plus sûr. Nous ne pouvons qu'espérer que d'autres bailleurs suivent l'exemple des États-Unis.

Traditionnellement, les États-Unis versent 1 dollar pour chaque 2 dollars engagés dans le Fonds Mondial par les autres pays donateurs. Il faut donc espérer que les autres pays s'engagent collectivement à verser plus de 12 milliards de dollars. Cela reste la grande inconnue.

Enfin, nous terminons en notant que le [dossier d'investissement](#) du Fonds Mondial estime que 58,9 milliards de dollars (soit également une augmentation de 30 %) sont attendus des ressources nationales des pays de mise en oeuvre, en plus des promesses qu'ils pourraient faire pour atteindre les 18 milliards de dollars. Toutefois, ces pays ne pourront pas se le permettre. Leur situation est bien pire aujourd'hui qu'au moment de la sixième reconstitution des ressources. Des économies plus petites, des flux de revenus plus faibles, une dette considérablement accrue, des niveaux de pauvreté plus élevés, un coût plus élevé des importations alimentaires – tout joue contre eux.

Les pays ont contribué dans le passé et veulent continuer à le faire : mais leurs ressources nationales sont déjà sous pression. Pour étayer ce point, regardez le tableau suivant des dernières données publiées sur les promesses de la sixième reconstitution des ressources et les contributions versées à ce jour. À l'aube du deuxième trimestre 2022, sur les 21 pays africains qui ont fait des promesses, seul le Burkina Faso a versé l'intégralité de sa contribution, tandis que six autres pays sont en passe de respecter leurs engagements grâce à des mécanismes tels que le plan annuel de décaissement du Rwanda pour la période de trois ans. Malgré le niveau modeste de leurs promesses, 13 pays n'ont jusqu'à présent rien versé. Ce n'est donc pas le meilleur moment pour attendre d'eux qu'ils paient ou fassent de nouvelles promesses ou même que d'autres pays qui ne l'ont pas fait par le passé fassent des promesses lors de la septième reconstitution des ressources est un vœu pieux.

## Sixth Replenishment (2020-2022) Pledges and Contributions as at 15 March 2022

| Non-Grant Recipient Donors | Pledged       | Contributed   |      |
|----------------------------|---------------|---------------|------|
| Australia                  | AUD 242 m     | AUD 143.1 m   | 59%  |
| Belgium                    | € 45 m        | € 0 m         | 0%   |
| Canada                     | CAD 1,055.4 m | CAD 686.5 m   | 65%  |
| Denmark                    | DKK 375 m     | DKK 250 m     | 67%  |
| European Commission        | € 550 m       | € 409.54 m    | 74%  |
| France                     | € 1.3 bn      | € 774.03 m    | 60%  |
| Germany                    | € 1.29 bn     | € 990 m       | 77%  |
| Greece                     | € 50,000      | € 50,000      | 100% |
| Ireland                    | € 50 m        | € 32.5 m      | 65%  |
| Italy                      | € 161 m       | € 101.94 m    | 63%  |
| Japan                      | US\$ 840 m    | US\$ 771.61 m | 92%  |
| Kuwait                     | US\$ 6.5 m    | US\$ 4.5 m    | 69%  |
| Luxembourg                 | € 11.32 m     | € 11 m        | 97%  |
| Malta                      | € 300,000     | € 300,000     | 100% |
| Monaco                     | € 400,000     | € 200,000     | 50%  |
| Netherlands                | € 183 m       | € 121 m       | 66%  |
| New Zealand                | NZD 2.5 m     | NZD 2 m       | 80%  |
| Norway                     | NOK 2.77 bn   | NOK 1.97 bn   | 71%  |
| Portugal                   | € 1,000,000   | € 866,250     | 87%  |
| Qatar                      | US\$ 50 m     | US\$ 30 m     | 60%  |
| Saudi Arabia               | US\$ 30 m     | US\$ 15 m     | 50%  |
| Spain                      | € 100 m       | € 40 m        | 40%  |
| Sweden                     | SEK 2.95 bn   | SEK 2 bn      | 68%  |
| Switzerland                | CHF 114 m     | CHF 91.25 m   | 80%  |
| United Arab Emirates       | € 50 m        | € 27 m        | 54%  |
| United Kingdom             | GBP 1.46 bn   | GBP 866 m     | 59%  |
| United States              | US\$ 4.68 bn  | US\$ 4.68 bn  | 100% |

| Sub-Saharan Africa   | Pledged    | Contributed  |      |
|----------------------|------------|--------------|------|
| Benin                | US\$ 1 m   | US\$ 0 m     | 0%   |
| Burkina Faso         | US\$ 1 m   | US\$ m       | 100% |
| Burundi              | US\$ 1 m   | US\$ 0.302 m | 30%  |
| Cameroon             | XAF 3 bn   | XAF 0 bn     | 0%   |
| Central African Rep. | XAF 600 m  | XAF 0 m      | 0%   |
| Congo                | US\$ 5.5 m | US\$ 0 m     | 0%   |
| Dem. Rep. of Congo   | US\$ 6 m   | US\$ 0 m     | 0%   |
| Côte d'Ivoire        | US\$ 1.5 m | US\$ 0 m     | 0%   |
| Equatorial Guinea    | € 2 m      | € 0 m        | 0%   |
| Eswatini             | US\$ 6 m   | US\$ 4 m     | 67%  |
| Kenya                | US\$ 6 m   | US\$ 4 m     | 67%  |
| Madagascar           | US\$ 1 m   | US\$ 0 m     | 0%   |
| Mali                 | € 500,000  | € 0 m        | 0%   |
| Namibia              | US\$ 1.5 m | US\$ 0 m     | 0%   |
| Niger                | US\$ 1 m   | US\$ 0 m     | 0%   |
| Nigeria              | US\$ 12 m  | US\$ 10.17 m | 85%  |
| Rwanda               | US\$ 2.5 m | US\$ 1.7 m   | 68%  |
| Senegal              | US\$ 1 m   | US\$ 0 m     | 0%   |
| South Africa         | US\$ 10 m  | US\$ 6 m     | 60%  |
| Togo                 | US\$ 1 m   | US\$ 0 m     | 0%   |
| Uganda               | US\$ 2 m   | US\$ 0.078 m | 4%   |

| Other Recipient Donors | Pledged     | Contributed |      |
|------------------------|-------------|-------------|------|
| Armenia                | US\$ 15 m   | US\$ 0 m    | 0%   |
| Azerbaijan             | US\$ 20 m   | US\$ 5.8 m  | 29%  |
| China                  | US\$ 18 m   | US\$ 12 m   | 67%  |
| India                  | US\$ 22 m   | US\$ 14 m   | 64%  |
| Korea (Rep. of)        | US\$ 25 m   | US\$ 8.77 m | 35%  |
| Thailand               | US\$ 4.5 m  | US\$ 4.34 m | 96%  |
| Ukraine                | US\$ 80,000 | US\$ 80,000 | 100% |

[Read More](#)